

FOCUS. PHILIPPE ORTELLI président de la Fédération des Entreprises Monégasques (FEDEM)

“Rassembler toutes les forces économiques de Monaco dans une dynamique commune”

Le point sur les forces économiques de la Principauté avec Philippe Orтели, président de la FEDEM depuis 2008, une fédération qui officie par nature bien au delà de ses seuls adhérents.

La mission de la FEDEM ?

La FEDEM défend les entreprises monégasques depuis plus de 70 ans, en les représentant auprès du Gouvernement et en donnant un avis circonstancié sur les projets et propositions de loi engageant l'avenir du pays. La FEDEM est aussi une force de proposition et d'anticipation dans le domaine social, qui agit pour que les évolutions du droit du travail soient adaptées aux réalités opérationnelles des entreprises, majoritairement des PME. Elle s'est par exemple mobilisée sur la question de la restructuration des entreprises, pour défendre la liberté d'adapter et de réorganiser l'entreprise, un droit fondamental de l'employeur. Elle a récemment participé à la modernisation des évolutions légales concernant la médecine du travail. Elle s'investit aussi dans des dossiers majeurs tels que l'aménagement d'un territoire durable, pour adapter les infrastructures au développement du pays. La FEDEM rassemble 28 syndicats patronaux affiliés et une centaine d'entreprises associées à titre individuel, soit près de 1.000 entreprises membres. La création d'un Syndicat Patronal des Entreprises Monégasques d'Aide et d'Accompagnement à Domicile devrait bientôt venir renforcer sa dynamique fédératrice.

Les grandes lignes de votre mandature ?

Je suis réélu chaque année depuis 2008. En tant que président, je me suis attaché, soutenu par les

membres du Bureau Fédéral, à essayer de rassembler toutes les forces économiques de Monaco, membres ou non, dans une dynamique commune. Notre pays a un énorme potentiel de développement, et il est de notre responsabilité d'accompagner les décideurs institutionnels en leur apportant notre réflexion et notre argumentaire pragmatiques et opérationnels, pour que Monaco puisse poursuivre sa réussite économique, et continuer à créer de l'emploi. Il s'agissait aussi de faire évoluer la perception de l'entrepreneuriat monégasque. Depuis 1945, date de création de la Fédération, l'économie monégasque s'est développée et diversifiée, et l'entreprise est devenue une collectivité organisée selon un système moins pyramidal et plus participatif. Pour incarner cette nouvelle réalité, en 2014, la Fédération Patronale Monégasque (FPM) est devenue la Fédération des Entreprises Monégasques (FEDEM).

Au-delà, j'ai tenu à insister sur la promotion du droit social monégasque, un droit original et équilibré, qui est essentiel à la réussite économique du pays. Pour faciliter sa transmission et permettre aux entreprises de mieux maîtriser les règles spécifiques, la FEDEM a contribué en 2016, au travers de l'Association pour la Connaissance du Droit Social Monégasque, en collaboration avec l'Université de Montpellier et d'éminents praticiens et juristes, à la création du Diplôme d'Univer-



© Fedem

sité de Droit Social Monégasque. Au vu de son succès croissant, une 3^e promotion débutera le 13 novembre prochain.

L'avenir de l'économie ?

Grâce à sa gestion avisée et à son modèle social libéral, l'avenir économique du pays est prometteur. Les activités des entreprises monégasques sont vastes et diver-

sifiées. Ici se fabriquent à la fois des spectrophotomètres, des équipements pour des voitures haut de gamme, des machines à café professionnelles vendues notamment en Asie, ou de la maille pour des grandes enseignes de haute couture. Monaco, qui compte cinq secteurs dominants (Industrie, BTP, Hôtellerie et Tourisme, Banque et Finance, Commerce de

MONACO EN CHIFFRES

2.000, c'est le nombre d'entreprises que compte la Principauté, tous secteurs confondus.

1.000, c'est le nombre d'entreprises affiliées à la FEDEM, via leur syndicat professionnel ou à titre individuel.

52.000, c'est le nombre de salariés comptabilisés, dont **40.000** pendulaires, parmi lesquels **36.000** résidents français.

23, c'est en nombre d'employés la taille moyenne d'une entreprise monégasque.

30 000, c'est le nombre de salariés supplémentaires dont Monaco aura besoin pour assurer son développement économique à long-terme

gros et de détail), doit poursuivre sa diversification économique. La création de MonacoTech, l'incubateur/accélérateur de l'État Monégasque, s'inscrit dans cet objectif. Monaco est une terre d'innovation où de jeunes pousses pourront se développer, et ainsi compléter les entreprises traditionnelles qui ont déjà montré leur capacité d'adaptation au marché.



Quels enjeux, quelles ambitions ?

● “Le modèle économique et social monégasque est attractif, mais cette attractivité s'entretient. La mobilité et le logement sont des axes forts de ma mandature. Depuis 2008, la FEDEM a alerté à de multiples reprises les pouvoirs publics pour que les problèmes récurrents de saturation des infrastructures routières et ferroviaires soient pris à bras le corps. Ils impactent négativement l'ambiance au travail, mais aussi la qualité de vie des salariés qui arrivent au bureau stressés.

Tous les matins, l'entrée de Monaco par la route est congestionnée, parfois jusqu'à 11h, et aucun TER ne circule aux heures de pointe entre 7h54 et 8h14. Cela ne peut plus durer !

La FEDEM est force de propositions, notamment avec l'idée de prolonger le tunnel Rainier III jusqu'en face du terrain de La Brasca, pour pouvoir basculer une voie montante en voie descendante entre l'autoroute et l'entrée ouest de Monaco. Des parkings aux entrées fluidifieraient

aussi les accès. Un téléphérique intra-muros pourrait compléter ces infrastructures. Autre solution, loger plus d'actifs de Monaco dans les communes limitrophes. Cela réduirait le nombre de voitures sur la route et aurait un impact écologique positif. Les démarches du Gouvernement, qui a soutenu des constructions de logements dans ces communes, vont dans le bon sens. Le développement d'une offre abordable aux portes de Monaco sera bénéfique pour tous. Monaco aura

besoin d'au moins 30.000 salariés supplémentaires pour soutenir sa croissance et financer ses retraites, et les communes limitrophes ont besoin d'un marché de l'emploi dynamique et de rentrées fiscales opportunes.

Au-delà, la Transition Énergétique, impulsée par notre Souverain, est un des enjeux majeurs pour notre pays, à laquelle toutes les forces vives doivent s'associer”.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ISABELLE AUZIAS